

A V I S N° 1.555

Séance du mardi 2 mai 2006

Protection contre le danger des rayonnements ionisants - Projet d'arrêté royal

x x x

2.160-1

A V I S N° 1.555

Objet : Protection contre le danger des rayonnements ionisants - Projet d'arrêté royal

Par lettre du 21 octobre 2005, monsieur P. Dewael, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a consulté le Conseil national du Travail sur un projet d'arrêté royal portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

L'examen de ce projet d'arrêté a été confié à la Commission des relations individuelles du travail.

Sur rapport de cette commission, le Conseil national du Travail a émis, le 2 mai 2006, l'avis unanime suivant.

x x x

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. OBJET ET PORTÉE DE LA DEMANDE D'AVIS

Le Conseil national du Travail est consulté sur un projet d'arrêté royal portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Ce règlement général est actuellement contenu dans un arrêté royal du 20 juillet 2001.

Cet arrêté royal du 20 juillet 2001 fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'État. Plusieurs des moyens invoqués à l'appui de cette annulation se fondent sur la non-consultation de certains organes consultatifs.

Afin de prévenir les inconvénients d'une éventuelle annulation de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 par le Conseil d'État et parce qu'une révision de certains de ses chapitres s'avérerait de toute façon nécessaire, il est proposé d'abroger l'arrêté du 20 juillet 2001 et de le remplacer par le projet d'arrêté précité.

II. POSITION DU CONSEIL

Le Conseil national du Travail a consacré un examen au projet d'arrêté royal soumis pour avis.

À cet égard, il a prêté une attention particulière aux modifications apportées par ce texte à l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

Selon l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, qui a élaboré le projet d'arrêté, ces modifications ont pour objectif de remédier à certains problèmes. Depuis l'entrée en vigueur du règlement général à la date du 1er septembre 2001, une série d'imprécisions et d'imperfections ont en effet été constatées. Il est également apparu que certaines dispositions (transitoires) ne sont pas réalistes et que la procédure d'autorisation de certaines pratiques est disproportionnée eu égard au faible risque qu'elles comportent.

Dans ce cadre, le Conseil a en outre pris connaissance de l'avis émis le 24 février 2006 par le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail au sujet du projet d'arrêté royal (avis n° 96)¹.

Le Conseil constate que, dans cet avis, le Conseil supérieur se prononce unanimement en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve de deux remarques.

La première remarque concerne un certain nombre de lacunes qui sont précisées dans l'avis. Le Conseil supérieur estime que le projet d'arrêté n'a pas exploité la possibilité de combler ces lacunes. La deuxième remarque porte sur la terminologie du projet d'arrêté. Le Conseil supérieur insiste pour qu'elle concorde avec la terminologie de la loi relative au bien-être et ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'avec la structure actuelle du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

En conclusion de son examen, le Conseil donne son adhésion à l'avis émis par le Conseil supérieur. Il se prononce par conséquent également en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve des deux remarques précitées.

¹ Voir annexe.

PPT/PBW - Dossier 99 – 325
Avis n° 96 du 24 février 2006
Advies nr. 96 van 24 februari 2006

SERVICE PUBLIC FEDERAL
EMPLOI, TRAVAIL ET
CONCERTATION SOCIALE

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protec-
tion au travail

Avis n° 96 du 24 février 2006 sur le projet d'arrêté royal portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

Par lettre du 16 septembre 2005, adressée au Conseil supérieur PPT, monsieur Jean-Paul SAIMAIN ir., directeur général de l'AFCN, a sollicité l'avis du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, sur le projet d'arrêté royal susmentionné portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Le Bureau exécutif du Conseil supérieur a décidé le 4 novembre 2005 de créer une commission ad hoc qui s'est réunie le 1^{er} décembre 2005 pour examiner la demande et en vue de la préparation de l'avis.

L'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2002 a abrogé et remplacé l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN
SOCIAAL OVERLEG

Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het
werk.

Advies nr. 96 van 24 februari 2006 over het ontwerp van koninklijk besluit houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

I. VOORSTEL EN MOTIVERING

Bij brief van 16 september 2005, gericht aan de Hoge Raad PBW, heeft de heer ir. Jean-Paul SAIMAIN, directeur-generaal van het FANC, het advies van de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk gevraagd over de hoger vermeld ontwerp van koninklijk besluit houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Het Uitvoerend Bureau van de Hoge Raad besliste op 4 november 2005 om een commissie ad hoc op te richten die bijeenkwam op 1 december 2005 ter onderzoek van de aanvraag en ter voorbereiding van het advies.

Het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen heeft het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen opgeheven en vervangen.

Un recours en annulation a été institué auprès du Conseil d'Etat contre l'arrêté du 20 juillet 2001 sur base de la non consultation de certaines instances auxquelles, selon certains requérants, on aurait dû demander un avis.

Pour éviter d'aboutir, après la prononciation du Conseil d'Etat, à un vide juridique, il a été décidé d'abroger cet arrêté royal et de le remplacer par le présent projet.

Le projet reprend en grande partie les dispositions de l'AR du 20 juillet 2001 et reprend donc également les objectifs de cet arrêté royal.

L'arrêté royal du 20 juillet 2001 a les objectifs suivants :

1. Champ d'application
2. Définitions
3. Classification des établissements
4. Régime d'autorisation
5. Les normes de base concernant la protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants
6. Contrôle physique et médical. Information et devoirs des travailleurs
7. Dispositifs et procédés généraux de protection
8. Déchets radioactifs
9. Importation, exportation, transit et distribution de substances radioactives
10. Radionucléides utilisés sous forme non scellée en médecine humaine ou vétérinaire
11. Applications de radiations ionisantes en médecine humaine et vétérinaire
12. Transport de substances radioactives
13. Propulsion nucléaire
14. Interdictions et autorisations
15. Mesures exceptionnelles
16. Dispositifs de surveillance et planification d'urgence
17. Agrément des experts, des organismes et des médecins
18. Dispositions finales et dispositions transitoires

Il a semblé nécessaire d'apporter quelques petites modifications au texte de l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

Een annulatieberoep werd ingesteld bij de Raad van State tegen het koninklijk besluit van 20 juli 2001 op basis van het ontbreken van adviezen van bepaalde instanties die volgens verzoekers om advies hadden moeten gevraagd zijn.

Om te vermijden na uitspraak van de Raad van State in een juridisch vacuüm terecht te komen werd beslist om dit koninklijk besluit op te heffen en te vervangen door voorliggend ontwerp.

Het ontwerp herneemt grotendeels de bepalingen van het KB van 20 juli 2001 en herneemt dus ook de doelstellingen van dit koninklijk besluit.

Het koninklijk besluit van 20 juli 2001 heeft de volgende doelstellingen:

1. Toepassingsgebied
2. Definities
3. Classificatie van de inrichtingen
4. Het vergunningstelsel
5. De basisnormen betreffende de bescherming tegen blootstelling aan ioniserende stralingen
6. Fysische en medische controle. Voorlichting en plichten van de werknemers
7. Algemene beschermingsmiddelen en – procédés
8. Radioactieve afvalstoffen
9. Invoer, uitvoer, doorvoer en distributie van radioactieve stoffen
10. In de geneeskunde of diergeneeskunde gebruikte niet-ingekapselde radionucliden
11. Geneeskundige en diergeneeskundige toepassingen van ioniserende stralingen
12. Vervoer van radioactieve stoffen
13. Kernaandrijving
14. Verbodsbepalingen en vergunningen
15. Uitzonderlijke maatregelen
16. Inrichting van het toezicht en noodplanning
17. Erkenning van de deskundigen, de instellingen en de geneesheren
18. Slot- en overgangsbepalingen

Het is echter wel nodig gebleken om aan de tekst van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 een aantal kleine wijzigingen aan te brengen.

Ces modifications sont commentées comme suit par l'AFCN

Depuis l'entrée en vigueur du RGPRI à la date du 1er septembre 2001, une série d'imprécisions et d'imperfections ont été constatées. Il est également apparu que certaines dispositions (transitoires) ne sont pas réalistes et que la procédure d'autorisation de certaines pratiques est disproportionnée eu égard au faible risque qu'elles comportent.

Les modifications proposées ont pour objectif de remédier à ces problèmes.

Article 1 (RGPRI 2)

La définition de substances radioactives ne désigne actuellement que les déchets qui proviennent de pratiques ou d'activités professionnelles autorisées. Si les substances et déchets radioactifs générés lors d'interventions (comme le prévoit l'article 72bis) ne sont pas reprises dans la définition, la suite de leur traitement peut poser problème.

La définition d'accélérateur ne porte actuellement que sur les accélérateurs dont l'énergie est supérieure à 1 MeV. Les accélérateurs dont l'énergie est inférieure ou égale à 1 MeV sortent donc du champ d'application du RGPRI. Les modifications proposées permettront de remédier à cette lacune tout en modifiant la classification des accélérateurs (voir art. 2).

La définition d'expert en radiophysique est adaptée de manière à préciser que leur intervention est uniquement requise en vue de protéger les personnes (patients) dans le cadre d'expositions médicales.

Article 2 (RGPRI 3)

a), b), d) et e)

Un accélérateur de particules est défini comme suit dans le RGPRI : "appareillage ou installation dans lesquels les particules sont soumises à une accélération, émettant des rayonnements ionisants d'une énergie supérieure à 1 MeV". Toutefois, certains

Deze wijzigingen worden als volgt toegelicht door het FANC:

Bij de toepassing van het ARBIS, dat op 1 september 2001 in werking is getreden, heeft de ervaring inmiddels een aantal onvolkomenheden en onduidelijkheden aan het licht gebracht. Het is ook gebleken dat sommige (overgangs)bepalingen niet realistisch zijn en dat voor sommige handelingen de vergunningsprocedure niet in verhouding staat tot het eerder gering risico dat er aan verbonden is.

De voorgestelde wijzigingen hebben de bedoeling om aan een en ander te verhelpen.

Artikel 1 (ARBIS 2)

De definitie van radioactieve afvalstoffen omvat momenteel enkel deze afvalstoffen die afkomstig zijn van vergunde handelingen of beroepsactiviteiten. Als radioactieve (afval)stoffen die gegenereerd worden bij interventies (zoals bedoeld in art. 72bis) niet opgenomen worden kan dit problemen opleveren bij de verdere behandeling ervan.

De definitie van versneller omvat momenteel alleen deze versnellers met een energie van meer dan 1 MeV. De versnellers met een energie van 1 MeV of minder vielen eigenlijk buiten het toepassingsgebied van het ARBIS. Samen met een wijziging van de classificatie van de versnellers (zie art. 2) wordt dat verholpen.

De definitie van deskundige in de medische stralingsfysica wordt aangepast om duidelijk te maken dat hun tussenkomst enkel vereist is voor de bescherming van mensen (patiënten) bij medische blootstelling.

Artikel 2 (ARBIS 3)

a), b), d) en e)

Een deeltjesversneller wordt in het ARBIS gedefinieerd als volgt: "toestel dat of installatie die deeltjes versnelt en ioniserende straling met een energie van meer dan 1 MeV uitzendt". Er zijn evenwel toestellen in gebruik waar de energie lager is

appareils utilisent une énergie inférieure à 1 MeV et ne sont donc classés dans aucune classe.

Il est proposé de distinguer les accélérateurs de particules

- destinés exclusivement au traitement médical de personnes ;
- utilisés pour la production de radio-isotopes ;
- utilisés pour la recherche scientifique.

Les accélérateurs utilisés dans le secteur industriel ou pour la recherche scientifique (énergie supérieure à 200 KeV) sont considérés comme des installations qui peuvent être éventuellement concentrées au sein d'un même et seul établissement de classe II. Ils font l'objet d'une procédure d'autorisation spéciale.

Les accélérateurs sont de plus en plus utilisés pour la production de produits radiopharmaceutiques qui sont ensuite conditionnés dans des locaux appropriés soit pour être utilisés (hôpitaux universitaires) soit pour être vendus (IBA). Il est proposé de considérer l'ensemble de ces installations comme un établissement et de prévoir à cet effet une catégorie à part. Ces établissements sont classés en classe II. Ils font également l'objet d'une procédure d'autorisation spéciale.

Les accélérateurs exclusivement destinés au traitement médical de personnes sont considérés comme des installations qui peuvent être éventuellement concentrées au sein d'un seul et même établissement de classe II.

Les accélérateurs de particules industriels ou ceux utilisés dans le cadre de la recherche scientifique et dont l'énergie est inférieure à 200 keV sont considérés comme des établissements de classe III.

c)

Les installations où sont mises en oeuvre ou détenues des sources radioactives à des fins de radiographie industrielle ou de traitement de produits

dan 1 MeV en die zijn niet in een of andere klasse ingedeeld.

Er wordt voorgesteld om een onderscheid te maken tussen deeltjesversnellers die:

- uitsluitend bestemd zijn voor de geneeskundige behandeling van personen;
- gebruikt worden voor de productie van radio-isotopen;
- aangewend worden voor wetenschappelijk onderzoek.

De versnellers voor industrieel gebruik of voor wetenschappelijk onderzoek (met een energie van meer dan 200 keV) worden als installaties beschouwd, waarvan er eventueel meerdere in één en dezelfde inrichting van klasse II kunnen geïnstalleerd worden. Zij maken het voorwerp uit van een bijzondere vergunningsprocedure.

Versnellers worden hoe langer hoe meer gebruikt voor het produceren van radiofarmaceutische producten die dan in aangepaste lokalen geconditioneerd worden voor eigen gebruik (universitaire ziekenhuizen) of voor verkoop (IBA). Er wordt voorgesteld om het geheel van die installaties als een inrichting te beschouwen en er een afzonderlijke categorie voor te voorzien. Die inrichtingen worden in klasse II gerangschikt. Zij maken eveneens het voorwerp uit van een bijzondere vergunningsprocedure.

De versnellers die uitsluitend bestemd zijn voor de geneeskundige behandeling van personen worden als installaties beschouwd, waarvan er eventueel meerdere in één en dezelfde inrichting van klasse II kunnen geïnstalleerd worden.

De industriële deeltjesversnellers of deze die voor wetenschappelijk onderzoek aangewend worden, met een energie lager dan 200 keV, worden ingedeeld bij de inrichtingen van klasse III.

c)

De installaties waar radioactieve bronnen in bezit gehouden worden of gebruikt worden voor industriële radiografie of voor de behandeling van

sont transférées en classe III pour autant que leur activité ne dépasse pas d'un facteur 50.000 les seuils d'exemption (500.000 pour le Sr-90 et le Cs-137; 5.000.000 pour le Kr-85). Lorsque ces seuils sont dépassés, ces appareils sont classés en classe II en application de l'article 3.1.b).3.g). Le facteur est dix fois supérieur pour le Kr-85 étant donné sa faible radiotoxicité (gaz rare).

Article 3 (RGPRI 6)

a)

Cette modification permet de déterminer de manière plus réaliste le nombre d'exemplaires de demande d'autorisation tout en évitant toute correspondance supplémentaire visant à obtenir des exemplaires complémentaires.

b)

Les plans cadastraux constituent un luxe superflu et onéreux. Les relevés topographiques (cartes d'état majeur) sont moins onéreux et satisfont aux besoins du service chargé du traitement des demandes.

c)

Correction d'une faute de frappe.

d)

Compte tenu des définitions 'd'installation' et d'établissement', il est préférable d'utiliser ici le terme 'installation'.

e) et f)

La Région de Bruxelles-Capitale reprend les tâches des provinces. Dans ce cas, le dossier de la demande doit être envoyé à l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

g)

Clarification du texte.

h)

producten worden naar de inrichtingen van klasse III overgeheveld, voor zover de activiteit niet hoger is dan 50.000 maal de vrijstellingsgrens (500.000 voor Sr-90 en Cs-137; 5.000.000 voor Kr-85). Wanneer deze grenswaarden overschreden worden, worden zij, met toepassing van artikel 3.1.b).3.g), ingedeeld bij de inrichtingen van klasse II. De factor wordt voor Kr-85 tien maal hoger, gezien de lage radiotoxiciteit van Kr-85 (edelgas).

Artikel 3 (ARBIS 6)

a)

Met deze wijziging wordt het aantal exemplaren van de vergunningsaanvraag op een meer realistische wijze vastgesteld, mede om te vermijden dat bijkomende briefwisseling moet gevoerd worden om bijkomende exemplaren te verkrijgen.

b)

Kadastrale plannen zijn een overbodige en dure luxe. Topografische kaarten (stafkaarten) zijn goedkoper en voldoen aan de behoeften van de dienst die de aanvragen moet behandelen.

c)

Verbetering van een tikfout.

d)

Rekening houdend met de definities van 'installatie' en 'inrichting' is de term 'installatie hier beter op zijn plaats.

e) en f)

Het Brussels hoofdstedelijk gewest neemt de taken over van de provincies. In dit geval dient het dossier van de aanvraag aan de Executieve van het Brussels gewest gestuurd te worden.

g)

Verduidelijking van de tekst.

h)

Les organismes agréés sont désignés par l'AFCN. Ils reçoivent bien évidemment aussi une copie des autorisations délivrées aux établissements qu'ils devront contrôler. Il s'agit d'une confirmation d'une pratique déjà appliquée actuellement.

i)

Dans certains cas, notamment pour les réacteurs nucléaires, la réception définitive ne peut avoir lieu qu'après l'introduction dans l'installation des substances radioactives. L'article 6.9 a été reformulé en ce sens.

Il est en outre proposé de suivre, pour la publication de l'arrêté de confirmation, la même procédure que pour l'autorisation de création et d'exploitation.

Article 4 (RGPRI 7)

a)

Idem article 3, a)

b)

Idem article 3, b)

c)

Compte tenu des définitions d'installation et d'établissement, il est préférable d'utiliser ici le terme 'installation'. Un établissement de classe II peut comporter plusieurs installations sur une large surface. Pour éviter tout frais injustifiés dans le cadre de l'obtention des plans adéquats, il est proposé de considérer l'installation et non plus l'entièreté de l'établissement. C'est d'ailleurs l'installation qui constitue l'élément à risque.

d)

Idem 4 c)

Il y a lieu d'adapter le renvoi à d'autres articles en fonction des modifications apportées à l'article 3.

De erkende instellingen worden door het FANC aangewezen. Het is vanzelfsprekend dat ook zij een afschrift krijgen van de vergunningen die worden verleend aan de inrichtingen die zij zullen moeten controleren. Dit is een bevestiging van een praktijk die nu reeds toegepast wordt.

i)

In sommige gevallen, bijvoorbeeld voor kernreactoren, kan de uiteindelijke oplevering slechts plaatsvinden nadat de radioactieve stoffen in de installatie gebracht zijn. De herformulering van artikel 6.9 moet dat mogelijk maken.

Tevens wordt voorgesteld om voor de kennisgeving van het bevestigingsbesluit de zelfde procedure te volgen als voor de oprichtings- en exploitatievergunning.

Artikel 4 (ARBIS 7)

a)

Zoals artikel 3, a)

b)

Zoals artikel 3, b)

c)

Rekening houdend met de definities van 'installatie' en 'inrichting' is de term 'installatie' hier beter op zijn plaats. Een inrichting van klasse II kan verschillende installaties omvatten en een grote oppervlakte innemen. Om onverantwoorde kosten voor het bekomen van de geschikte plannen te vermijden wordt voorgesteld de installatie als centrum te nemen en niet langer de volledige inrichting. Het is trouwens de installatie die het risico-element vormt.

d)

Zoals onder c) hierboven.

De verwijzing naar andere artikelen moet in overeenstemming gebracht worden met het gewijzigde

e) et g)

La Région de Bruxelles-Capitale reprend les missions des provinces. Le cas échéant, le dossier de la demande doit être envoyé à l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Les organismes agréés sont désignés par l'AFCN. Ils reçoivent également une copie des autorisations délivrées aux établissements qu'ils devront contrôler. Il s'agit d'une confirmation d'une pratique déjà appliquée actuellement.

f) et h)

Idem article 3h)

Article 5 (RGPRI 8.4)

a)

Idem article 4 e).

b)

Idem article 4 f).

Article 6 (RGPRI 9)

a), b) et c)

Pour les activités professionnelles, la décision de l'AFCN ne revêtira pas toujours la forme d'une autorisation.

d)

Idem article 4 e).

e)

Idem article 4 f).

Article 7 (RGPRI 12)

Il s'est avéré que les modifications des établisse-

artikel 3.

e) en g)

Het Brussels hoofdstedelijk gewest neemt de taken over van de provincies. In dit geval dient het dossier van de aanvraag aan de Executieve van het Brussels gewest gestuurd te worden.

De erkende instellingen worden door het FANC aangewezen. Het is vanzelfsprekend dat ook zij een afschrift krijgen van de vergunningen die worden verleend aan de inrichtingen die zij zullen moeten controleren. Dit is een bevestiging van een praktijk die nu reeds toegepast wordt.

f) en h)

Zoals artikel 3 h)

Artikel 5 (ARBIS 8.4)

a)

Zoals artikel 4 e).

b)

Zoals artikel 4 f).

Artikel 6 (ARBIS 9)

a), b) en c)

Voor de beroepsactiviteiten zal de beslissing van het FANC niet altijd de vorm van een vergunning kunnen aannemen.

d)

Zoals artikel 4 e).

e)

Zoals artikel 4 f).

Artikel 7 (ARBIS 12)

Het is gebleken dat wijzigingen van inrichtingen

ments pouvaient également entraîner le passage d'une classe supérieure vers une classe inférieure. Il convient de réglementer ces situations pour faire en sorte que les exploitants payent désormais les redevances adaptées (vers le bas).

Article 8 (RGPRI 17)

a)

Cette nouvelle formulation est proposée pour s'assurer que les appareils à rayons X sont éliminés comme prévu et ne sont pas remis en service irrégulièrement. L'ONDRAF doit uniquement être informée des cessations d'activités mettant en jeu des substances radioactives.

b)

Pratiquement, le démantèlement d'un établissement se fait en plusieurs étapes et ne porte pas nécessairement sur l'intégralité de l'établissement.

c)

Il y a lieu d'adapter le renvoi à d'autres articles en fonction des modifications apportées à l'article 3.

Article 9 (RGPRI 18)

Par cette modification, les dispositions en matière de libération s'appliquent également aux déchets liquides, notamment l'obligation d'obtenir une autorisation de l'AFCN.

Il convient à cet égard de souligner que les seuils de libération visés à l'annexe IB s'appliquent uniquement aux substances solides. Dans certains cas, ces seuils peuvent également servir de référence pour les déchets liquides (par exemple pour l'incinération de liquides organiques faiblement contaminés). L'AFCN doit toutefois examiner et approuver chaque cas séparément. Cette possibilité doit surtout être prévue pour les établissements de classe II.

ook een overgang van een hogere naar een lagere klasse voor gevolg kunnen hebben. Er moet voor deze situaties een regeling getroffen worden om er o.m. voor te zorgen dat de exploitanten voortaan de aangepaste (lagere) retributies kunnen betalen.

Artikel 8 (ARBIS 17)

a)

Deze nieuwe redactie wordt voorgesteld om er over te waken dat ook röntgentoestellen op een aangepaste wijze verwijderd worden en niet opnieuw onrechtmatig in gebruik genomen worden. NIRAS hoeft alleen geïnformeerd te worden over de stopzetting van activiteiten waar radioactieve stoffen aangewend werden.

b)

De ontmanteling van een inrichting gebeurt in de praktijk in verschillende stappen en niet noodzakelijk voor de inrichting in haar geheel.

c)

De verwijzing naar andere artikelen moet in overeenstemming gebracht worden met het gewijzigde artikel 3.

Artikel 9 (ARBIS 18)

Met deze wijziging worden de bepalingen met betrekking tot vrijgave ook van toepassing voor vloeibare afvalstoffen, inzonderheid de verplichting om een vergunning van het FANC te bekomen.

Hierbij dient opgemerkt dat de vrijgavegrenzen in bijlage IB alleen van toepassing zijn voor vaste stoffen. Zij kunnen in sommige gevallen ook voor vloeibare afvalstoffen als referentie gebruikt worden (bijvoorbeeld voor de verbranding van licht besmette organische vloeistoffen). Dit moet evenwel door het FANC geval per geval onderzocht en goedgekeurd worden. Vooral voor inrichtingen van klasse II dient die mogelijkheid voorzien te worden.

Article 10 (RGPRI 20.1.1.3)

a)

Cohérence de l'utilisation de la terminologie. Cette modification est nécessaire pour assurer la cohérence entre l'article 20.1.1.3 et l'article 20.1.5. Elle permet également de corriger une faute de frappe.

b)

Il s'est avéré que l'interprétation donnée au texte actuel était souvent erronée. L'objectif premier de cette disposition est de protéger l'enfant à naître. La modification proposée met davantage l'accent sur cet aspect et devrait permettre d'éviter toute interprétation erronée.

c)

Cohérence de l'utilisation de la terminologie. Cette modification ne signifie pas qu'il n'existe désormais plus de mesures de sécurité pour les stagiaires, mais que ceux-ci font partie intégrante du groupe 'apprenti(e)s' (voir définitions).

Article 11 (RGPRI 23)

a)

Cohérence de l'utilisation de la terminologie.

b) et c)

Correction du partage en alinéas. Par ailleurs, un texte précis remplace un renvoi imprécis à un article précédent.

Article 12 (RGPRI 24)

Le renvoi à d'autres articles n'était pas correct. Cette erreur est rectifiée.

Article 13 (RGPRI 26)

L'obligation de respecter les consignes visées à

Artikel 10 (ARBIS 20.1.1.3)

a)

Voor een coherent gebruik van de terminologie. Deze wijziging is nodig om de overeenstemming tussen de artikelen 20.1.1.3 en 20.1.5 te bekomen. Tezelfdertijd wordt ook een tikfout verbeterd.

b)

Het is gebleken dat de huidige tekst vaak verkeerd geïnterpreteerd wordt. De hoofdbekommernis van deze bepaling is de bescherming van het ongebo- ren kind. Door de voorgestelde wijziging wordt daar meer de nadruk op gelegd en zou een verkeerde interpretatie moeten vermeden kunnen worden.

c)

Voor een coherent gebruik van de terminologie. Dit betekent niet dat voor stagiairs voortaan geen beschermingsmaatregelen bestaan; zij maken deel uit van de groep 'leerlingen' (zie definities).

Artikel 11 (ARBIS 23)

a)

Voor een coherent gebruik van de terminologie.

b) en c)

Dit is een rechtzetting van een foutieve indeling in alinea's. Tezelfdertijd wordt een onduidelijke verwijzing naar een vorig artikel vervangen door een duidelijke tekst.

Artikel 12 (ARBIS 24)

De verwijzing naar andere artikelen was niet correct. Die fout wordt nu rechtgezet.

Artikel 13 (ARBIS 26)

De verplichting om de onderrichtingen waarvan

l'article 25 ne s'applique pas uniquement aux travailleurs, mais également à toutes les personnes professionnellement exposées.

Article 14 (RGPRI 28)

Ce n'étaient pas les masses critiques qui étaient visées, mais bien les assemblages critiques.

Article 15 RGPRI 30)

a)

La modification du titre permet d'assurer la cohérence entre celui-ci et le contenu de l'article 30. L'objectif était d'ailleurs que toutes les personnes professionnellement exposées portent un dosimètre.

b)

Les médecins de l'Administration de l'Hygiène et de la Médecine du travail sont chargés de la surveillance. Ils sont donc soumis aux mêmes dispositions que les membres du personnel de l'AFCN chargés de la surveillance.

c)

Les dispositions de l'article 30.6 sont clarifiées et agencées plus logiquement.

Quelques précisions sont apportées en ce qui concerne la définition de la dose à enregistrer mesurée lorsque la personne professionnellement exposée porte un tablier plombé et deux dosimètres. En attendant une étude plus poussée, il sera proposé à l'organisme agréé d'utiliser provisoirement un facteur de pondération de 0,1.

Les visiteurs doivent porter les mêmes protections que les travailleurs. Cette disposition ne porte pas préjudice aux règles de protection des travailleurs externes.

Le dernier alinéa de l'article 30.6 a été ajouté pour veiller à ce que l'Agence puisse assurer sa mission générale de surveillance à l'égard de l'ensemble de

sprake in art 25 na te leven geldt niet alleen voor de werknemers, maar voor alle beroepshalve blootgestelde personen.

Artikel 14 (ARBIS 28)

Het zijn niet kritieke massa's maar kritieke opstellingen die bedoeld waren.

Artikel 15 (ARBIS 30)

a)

De gewijzigde titel stemt op die manier overeen met de inhoud van artikel 30. Het was trouwens de bedoeling dat alle beroepshalve blootgestelde personen een dosimeter zouden dragen.

b)

De geneesheren van de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde zijn belast met het toezicht. Voor hen moeten dus de zelfde bepalingen gelden als voor de personeelsleden van het FANC die met het toezicht belast zijn.

c)

De bepalingen van artikel 30.6 worden op een meer logische manier geordend en verduidelijkt.

Voor het bepalen van de te registreren dosis bij het gebruik van een loodschoot en twee dosimeters wordt enige verduidelijking gegeven. In afwachting van een meer doorgedreven studie zal aan de erkende instellingen voorgesteld worden om voorlopig een wegingsfactor van 0,1 te gebruiken.

De bezoekers dienen dezelfde bescherming te krijgen als de werknemers. Die bepaling doet geen afbreuk aan de regels voor de bescherming van externe werkers.

De laatste alinea van artikel 30.6 werd toegevoegd om er voor te zorgen dat het FANC zijn algemene opdracht van toezicht op de bevolking in haar ge-

la population. Il convient donc de s'assurer que l'AFCN ne rassemble pas uniquement le relevé des doses des travailleurs (article 24 du RGPRI), mais également des autres personnes professionnellement exposées.

Article 16 (RGPRI 33)

La nouvelle version évite la répétition du contenu de la définition de déchets radioactifs. Une faute de frappe est également corrigée.

Il convient cependant de prévoir la possibilité d'intervenir souplement lors d'interventions sans toutefois porter préjudice aux principes de radioprotection en vigueur lors d'interventions.

Article 17 (RGPRI 46.3)

A l'instar des autres relevés (importation et transport de substances radioactives), il est proposé que l'AFCN définisse des modèles de formulaires.

Article 18 (RGPRI 47bis.1)

Afin de solutionner un problème pratique: il n'y a pas de fonctionnaire-médecin de chaque rôle linguistique à l'Institut scientifique de Santé publique – Louis Pasteur.

Article 19 (RGPRI VI)

Le nouveau titre correspond mieux au contenu de l'article: ce chapitre concerne également les applications en médecine vétérinaire.

Article 20 (RGPRI 50.1)

La définition de 'radiologie interventionnelle' que l'on retrouve dans les documents du Conseil supérieur d'Hygiène, est ajoutée pour éviter toute confusion.

Article 21 (RGPRI 50.2.2)

Les expositions énumérées ne peuvent être considérées qu'à titre d'exemples.

heel kan uitvoeren. Er dient daarom over gewaakt dat niet alleen de opgave van de doses van werknemers worden verzameld (artikel 24 van het ARBIS) maar ook van de andere beroepshalve blootgestelde personen.

Artikel 16 (ARBIS 33)

De nieuwe versie vermijdt de herhaling van de inhoud van de definitie van radioactieve afvalstoffen. Het is tezelfdertijd een verbetering van een tikfout.

De mogelijkheid moet wel voorzien worden dat in het geval van interventies soepel kan opgetreden worden, zonder dat evenwel afbreuk gedaan wordt aan de principes voor stralingsbescherming die gelden voor interventies.

Artikel 17 (ARBIS 46.3)

Zoals voor andere overzichten (invoer en vervoer van radioactieve stoffen) wordt voorgesteld dat het FANC modellen van formulieren vaststelt.

Artikel 18 (ARBIS 47bis.1)

Om een praktisch probleem op te lossen: er zijn geen ambtenaren-geneesheren van elke taalrol in het wetenschappelijk instituut volksgezondheid – Louis Pasteur.

Artikel 19 (ARBIS VI)

De nieuwe titel komt beter overeen met de inhoud: dit hoofdstuk is ook van toepassing op diergeneeskundige toepassingen.

Artikel 20 (ARBIS 50.1)

Om misverstanden te vermijden wordt een definitie van 'interventionele radiologie' toegevoegd, zoals die in documenten van de Hoge Gezondheidsraad terug te vinden zijn.

Artikel 21 (ARBIS 50.2.2)

De opgesomde items mogen alleen als voorbeelden beschouwd worden.

Article 22 (RGPRI 51)

a) (RGPRI 51.6.2)

La mesure de la densité osseuse doit dans ce contexte être traitée comme la radiographie dentaire.

Par ailleurs, il est proposé de subdiviser le paragraphe en alinéas pour éviter toute confusion et toute interprétation erronée.

Une certaine flexibilité a été introduite au §1 : l'AFCN peut exiger qu'en fonction de l'importance de l'exposition, certaines catégories d'appareils plutôt que d'autres soient équipées d'un système de définition des doses.

Il est évident que les résultats des mesures doivent être enregistrés en vue d'une éventuelle utilisation ultérieure. Il est proposé que les modalités d'enregistrement soient déterminées par l'AFCN.

b) (RGPRI 51.6.3)

A l'instar des appareils utilisés en médecine humaine, les types d'appareils à rayons X qui sont destinés à être utilisés en médecine vétérinaire et qui portent un marquage CE ne doivent plus être approuvés par l'AFCN. Par ailleurs, il est prévu que l'exploitant de l'établissement puisse introduire une demande d'approbation du type d'équipement.

c) (RGPRI 51.7.3)

Le nouveau texte constitue une amélioration de la transposition de la directive européenne relative aux expositions médicales.

Article 23 (RGPRI 53)

Cet article est restructuré de manière plus logique:

- une partie générale valable pour tous les utilisateurs (53.1) ;
- une partie spécifique aux auxiliaires (53.2) ;

Artikel 22 (ARBIS 51)

a) (ARBIS 51.6.2)

Botdensitometrie moet in deze context als tandradiografie behandeld worden.

Tevens wordt een indeling in paragrafen voorgesteld om misverstanden en verkeerde interpretaties te vermijden.

In §1 wordt enige flexibiliteit ingebouwd: het FANC kan eisen dat, afhankelijk van de grootte van de blootstelling, bepaalde categorieën van toestellen die in gebruik zijn eerder dan andere categorieën uitgerust worden met een systeem om doses te bepalen.

Het ligt voor de hand dat de resultaten van de metingen moeten geregistreerd worden voor eventueel later gebruik. Er wordt voorgesteld dat de modaliteiten voor registratie door het FANC worden vastgesteld.

b) (ARBIS 51.6.3)

Types van röntgentoestellen, die bestemd zijn voor diergeneeskundig gebruik, die een EG-markering dragen dienen niet langer door het FANC goedgekeurd te worden, zoals dat reeds het geval is voor de toestellen die in de menselijke geneeskunde gebruikt worden. Tevens wordt de mogelijkheid voorzien dat de exploitant van de inrichting een aanvraag tot type-goedkeuring kan indienen.

c) (ARBIS 51.7.3)

De nieuwe tekst is een betere omzetting van de Europese Richtlijn betreffende medische blootstellingen.

Artikel 23 (ARBIS 53)

Dit artikel wordt op een meer logische manier herstructureerd:

- een algemeen gedeelte, dat geldt voor alle gebruikers (53.1);
- een specifiek gedeelte voor de help(st)ers

- une partie spécifique aux diverses catégories d'utilisateurs, à l'exception de la médecine nucléaire (53.3) ;
- une partie spécifique aux utilisateurs de sources en médecine nucléaire (53.4).

En parallèle, une série de précisions sont apportées:

- l'article stipule explicitement que la formation en radioprotection et la formation continue en radioprotection sont également valables pour les vétérinaires qui utilisent les rayonnements ionisants ; la formation des vétérinaires est précisée ;
- une amélioration de la transposition de la directive européenne relative aux expositions médicales comme susmentionné (art. 22) ;
- la formation des auxiliaires relative à la mesure de la densité osseuse ne doit pas être plus poussée que celle des médecins ;
- les médecins ne peuvent pas appartenir à la catégorie des 'auxiliaires' ;
- à l'instar des dentistes, les vétérinaires sont supposés effectuer eux-mêmes les radiographies ;
- un contrôle des connaissances est également nécessaire pour les formations complémentaires.

La nouvelle structure de l'article 53.3 est plus logique et plus cohérente:

- 53.3.1 : l'utilisation des rayons X à des fins de diagnostic médical
- 53.3.2 : utilisation de rayons X pour la mesure de la densité osseuse
- 53.3.3 : l'utilisation des rayons X à des fins de radiographie dentaire
- 53.3.4 : l'utilisation des rayons X à des fins radiothérapeutiques
- 53.3.7 : l'utilisation des rayons X à des fins de diagnostic en médecine vétérinaire

Article 24 (RGPRI 54)

(53.2);

- een specifiek gedeelte voor de verschillende categorieën van gebruikers, nucleaire geneeskunde uitgezonderd (53.3);
- een specifiek gedeelte voor de gebruikers van bronnen in de nucleaire geneeskunde (53.4).

Er worden tezelfdertijd een aantal verduidelijkingen aangebracht:

- er wordt expliciet gesteld dat de opleiding in de stralingsbescherming en de permanente vorming in de stralingsbescherming ook geldt voor dierenartsen die gebruik maken van ioniserende stralingen; de opleiding van de dierenartsen wordt gepreciseerd;
- een betere omzetting van de Europese Richtlijn betreffende medische blootstellingen zoals hierboven aangegeven (art. 22);
- de opleiding van de helpers bij botdensitometrie moet niet uitgebreider zijn dan voor de artsen;
- artsen kunnen niet tot de categorie van 'helpers' behoren;
- dierenartsen worden, zoals de tandartsen, verondersteld zelf de radiografieën uit te voeren;
- ook voor de aanvullende opleiding is een kenniscontrole nodig.

Het nieuwe artikel 53.3 wordt op een meer logische en coherente manier gestructureerd:

- 53.3.1: gebruik van röntgenstralen voor radio-diagnose
- 53.3.2: gebruik van röntgenstralen voor botdensitometrie
- 53.3.3: gebruik van röntgenstralen voor tand-radiografie
- 53.3.4: gebruik van radionucliden voor radiotherapie
- 53.3.7: gebruik van röntgenstralen voor radio-diagnose in de dierengeneeskunde

Artikel 24 (ARBIS 54)

a) (RGPRI 54.7)

Utilisation du terme correct tel qu'il est repris dans les définitions.

b), c) et d) (RGPRI 54.9)

Pour éviter tout malentendu et toute confusion, il est proposé de ne conserver qu'un seul Jury médical qui sera chargé de traiter tous les aspects médicaux. L'objectif est que le Jury se réunisse dans des compositions variables en fonction des sujets à traiter (radiophysique, médecine du travail, médecine nucléaire, radiothérapie).

Article 25 et 32,1° (RGPRI 55)

L'article 55.1 est superflu puisque les modifications des locaux, installations et sources sont traitées dans d'autres articles.

Articles 26 et 32, 2° à 5° (RGPRI 69)

Les dispositions aux articles 69.3 à 69.7 sont supprimées. Il est proposé que l'AFCN puisse définir des conditions (génériques) pour la manipulation des dépouilles mortelles contaminées par des substances radioactives. Les avis rendus pour les cas individuels sont donc superflus.

Article 27 (RGPRI 72bis)

Le texte néerlandais est amélioré.

Article 28 (RGPRI 73.2)

L'article 73.2 est scindé en deux paragraphes. Le premier porte exclusivement sur les nouvelles demandes et le deuxième sur les demandes de prolongation de l'agrément d'expert en contrôle physique.

Article 29 (RGPRI 75.2)

Voir article 24 b), c) et d).

a) (ARBIS 54.7)

Gebruik van de juiste term zoals die in de definities opgenomen is.

b), c) en d) (ARBIS 54.9)

Om verwarring en misverstanden te voorkomen wordt voorgesteld om slechts één Medische Jury te behouden, die alle medische aspecten dient te behandelen. De bedoeling is dat deze medische jury in een veranderlijke samenstelling samenkomt, naargelang de te behandelen onderwerpen (stralingsfysica, arbeidsgeneeskunde, nucleaire geneeskunde, radiotherapie).

Artikel 25 en 32,1° (ARBIS 55)

Artikel 55.1 is overbodig, want de melding van wijzigingen aan lokalen, installaties en bronnen wordt in andere artikelen behandeld.

Artikel 26 en 32, 2° tot 5° (ARBIS 69)

De bepalingen onder 69.3 tot 69.7 zijn achterhaald. Er wordt voorgesteld dat het FANC (generieke) voorwaarden kan vaststellen met betrekking tot de behandeling van met radioactieve stoffen besmette lijken. Adviezen voor individuele gevallen worden dan overbodig.

Artikel 27 (ARBIS 72bis)

Dit is een verbetering van de Nederlandse tekst.

Artikel 28 (ARBIS 73.2)

Artikel 73.2 wordt opgesplitst in twee paragrafen. De eerste paragraaf handelt uitsluitend over nieuwe aanvragen; de tweede paragraaf heeft uitsluitend betrekking op aanvragen tot verlenging van de erkenning als deskundige in de fysieke controle.

Artikel 29 (ARBIS 75.2)

Zie artikel 24 b), c) en d).

Article 30 (RGPRI 81)

a), b) et c) (RGPRI 81.2)

Il s'est avéré que les délais transitoires d'un an étaient irréalistes. La constitution d'un nouveau dossier de demande nécessite davantage de temps, notamment pour les rapports et les études complémentaires requis.

En ce qui concerne le régime transitoire pour les activités professionnelles, une distinction s'impose en fonction de leur nature (exposition au radon dans des zones à risque qui n'ont pas encore été fixées ; liste complémentaire d'activités professionnelles).

d) et e) (RGPRI 81.3)

Il s'est avéré que ce délai transitoire n'était pas réaliste. La formation nécessaire pour satisfaire aux conditions nécessite davantage de temps.

En outre, des dispositions transitoires relatives à l'agrément des dosimètres ont été proposées en attendant que les services de dosimétrie puissent être agréés.

f) (RGPRI 81.8)

Cette disposition transitoire donnait lieu à diverses interprétations (divergentes). La nouvelle formulation doit préciser le sens de cette disposition. La nouvelle formulation tient compte de l'avis de l'Association belge de Radioprotection.

Article 31 (RGPRI annexe III, tableau B)

Le texte néerlandais est amélioré.

Article 32, 6° (RGPRI 81.6)

Voir l'article 22.

Après la réunion de la commission ad hoc du 1er

Artikel 30 (ARBIS 81)

a), b) en c) (ARBIS 81.2)

Het is gebleken dat de overgangstermijnen van één jaar niet realistisch zijn. Voor het samenstellen van een nieuw aanvraagdossier is meer tijd nodig, in het bijzonder voor de bijkomende studies en rapporten die vereist zijn.

Voor de overgangsregeling voor beroepsactiviteiten is een differentiatie nodig, naargelang de aard ervan (blootstelling aan radon in risicogebieden die nog niet vastgesteld werden; aanvullende lijst van beroepsactiviteiten).

d) en e) (ARBIS 81.3)

Het is gebleken dat deze overgangstermijn niet realistisch zijn. De opleiding die nodig is om aan de voorschriften te kunnen voldoen neemt meer tijd in beslag.

Tevens worden overgangsbepalingen voorgesteld met de betrekking tot de erkenning van dosimeters, in afwachting dat dosimetrische diensten kunnen erkend worden.

f) (ARBIS 81.8)

Er waren verschillende (divergerende) interpretaties van deze overgangsbepaling in omloop. De nieuwe formulering moet uitsluitend geven over wat er precies bedoeld werd. Bij de nieuwe formulering werd rekening gehouden met het advies van de Belgische Vereniging voor Stralingsbescherming.

Artikel 31 (ARBIS bijlage III, tabel B)

Dit is een verbetering van de Nederlandse tekst.

Artikel 32, 6° (ARBIS 81.6)

Zie artikel 22.

Na de vergadering van de commissie ad hoc op 1

décembre 2006, les partenaires sociaux souhaitaient recevoir encore quelques explications.

Celles-ci ont été fournies le 12 janvier 2006.

**AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR
LORS DE SA REUNION DU 24 FEVRIER 2006**

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail donne l'avis unanime suivant au sujet de ce projet d'arrêté royal.

Le Conseil estime que cet arrêté n'a pas exploité la possibilité de combler un certain nombre de lacunes :

1. la lettre circulaire du 23.05.05 dans laquelle l'AFCN donne une explication de l'art 17.2 n'a pas été intégrée ;
2. l'article 35 du RGPRI continue à parler uniquement de 'déchets' ; ainsi, on ne se réfère toujours pas à l'autorisation de laisser quitter les 'matériaux' des zones contrôlées ;
3. l'article 56 qui stipule que l'intervention d'un transporteur externe requiert également une autorisation, lors du transfert des substances radioactives entre installations du même site (pour cela un modus vivendi a été convenu avec l'AFCN que pour le transport de substances non combustibles il suffit que les chauffeurs externes disposent d'un certificat ADR 7 et qu'ils suivent les procédures de contrôle physique. Pour le transport de combustibles sur le site, l'assistance de Transnubel est demandée sur base de la législation évoquée ci-dessus). Ces transports devraient également être possibles de leur propre autorité avec des chauffeurs externes ;
4. l'article 35 ne prévoit toujours pas la libération des déchets (ou matériaux) sur base d'un mesurage de la contamination de surface (Bq/cm²). Ceci constitue vraiment une lacune. Les pays limitrophes prévoient bien de telles valeurs li-

december 2006, wensten de sociale partners nog een aantal verduidelijkingen te ontvangen.

Deze werden op 12 januari geleverd.

**ADVIES UITGEBRACHT DOOR DE HOGE
RAAD TIJDENS ZIJN VERGADERING VAN
24 FEBRUARI 2006**

De Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk geeft volgend unaniem advies over dit ontwerp van koninklijk besluit.

De Raad is van oordeel dit besluit de mogelijkheid niet benut heeft om een aantal leemten op te vullen:

1. het rondschrijven van 23.05.05 waarmee het FANC een toelichting geeft bij art 17.2 werd niet verwerkt;
2. artikel 35 van ARBIS spreekt nog steeds enkel van 'afvalstoffen', hiermee wordt terug geen verwijziging gemaakt naar de vrijgave van 'materialen' vanuit de gecontroleerde zones;
3. artikel 56 waarin gesteld wordt dat de tussenkomst van een externe vervoerder bij overbrenging van radioactieve stoffen tussen installaties van dezelfde vestigingsplaats ook aan vergunning onderworpen zijn; (hiervoor werd een modus vivendi afgesproken met het FANC dat voor vervoer van niet-splijstof volstaat dat de externe chauffeurs over een ADR7-certificaat beschikken en de procedures van fysieke controle van KCD volgen. Voor splijstoftransporten op de site wordt begeleiding van Transnubel gevraagd op basis van bovenstaande wetgeving). Deze transporten zouden ook onder eigen beheer mogelijk moeten zijn met externe chauffeurs;
4. artikel 35 voorziet terug niet in de vrijgave van afvalstoffen (of materialen) op basis van een meting van de oppervlaktebesmetting (Bq/cm²). Dit is een echt gemis. De ons omringende landen voorzien wel in dergelijke

mites.

Le Conseil supérieur insiste aussi pour que la terminologie de l'arrêté concorde avec celle de la Loi Bien-être Travailleurs et ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'avec la structure actuelle du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, plus précisément avec la dénomination de ses services (par exemple, l'utilisation du terme *inspection technique et médicale* à l'art. 67.2).

Par ailleurs, le Conseil supérieur émet un avis favorable unanime.

III. DECISION

Remettre l'avis au directeur général de l'AFCN.

grenswaarden.

De Hoge Raad dringt er ook op aan dat de terminologie van het besluit zou in overeenstemming gebracht worden met deze van de Wet Welzijn Werknemers en haar uitvoeringsbesluiten, alsook met de huidige structuur van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg, meer precies met de benaming van zijn diensten (bijvoorbeeld, het gebruik van de term *technische en medische inspectie* in art 67.2.).

Voor het overige brengt de Hoge Raad unaniem gunstig advies uit.

III. BESLISSING

Het advies aan de directeur-generaal van het FANC.